

Vincent Lemire, historien : « *En Cisjordanie, c'est bien l'inaction des gouvernements occidentaux qui permet à la violence de se déchaîner* »

Dans les territoires occupés, ces deux derniers mois, les scènes de pillage et de meurtre se sont multipliées. A l'approche des élections législatives en Israël, fin octobre, et en Palestine, fin novembre, l'historien appelle, dans une tribune au « **Monde** », la France à prendre des sanctions.

Trois mots surgissent pour décrire les sentiments qui nous assaillent face au nettoyage ethnique en cours en Palestine : le dégoût, la colère et la honte. Le dégoût, d'abord, face à l'horreur des scènes de pillage et de meurtre qui se sont multipliées en Cisjordanie ces deux derniers mois, dans le silence de la communauté internationale. Le 6 juin, à Hébron, un soldat israélien a ouvert le feu sur la voiture de la famille **Abou Haikal** qui venait de s'immobiliser : une balle a traversé la main du père avant d'atteindre en pleine tête son bébé de 7 mois, Sam, qui était assis dans les bras de sa mère sur la banquette arrière.

Le 22 juin, **Reda** et **Issa**, deux jeunes Palestiniens âgés respectivement de 15 ans et 19 ans, ont été abattus près de Beit Ummar, puis les forces israéliennes ont refusé de rendre leurs dépouilles à leurs familles. Selon des sources sécuritaires israéliennes citées par le quotidien *Haaretz*, Israël détiendrait actuellement 1 700 corps palestiniens.

Le 5 juillet, **Ahmad Marouf Zeid**, un bébé âgé de 4 mois, est mort après que son transfert vers l'hôpital a été bloqué à l'entrée du village de Deir Ammar. Des soldats ont tiré des gaz lacrymogènes sur les habitants qui tentaient de forcer le barrage pour sauver le bébé.

La suite du mois de juillet a été encore plus sanglante. Le 11, des colons israéliens accompagnés par des soldats ont attaqué une maison à Al-Moughaïr, près de Ramallah. Alerté par les cris, **Fadi Hamdallah Al-Nassan**, un footballeur de 17 ans, membre de l'équipe nationale, a accouru sur place. Atteint d'une balle dans la cuisse, amputé, il est mort à l'hôpital, une semaine plus tard. Le 20, deux hommes ont été tués à Deir Jarir, lors d'une incursion de colons venus s'emparer de leurs moutons. Trois jours plus tard, deux Palestiniens ont été abattus à Beit Fourik, en tentant d'éteindre un incendie déclenché par des colons. Début juin, près du village chrétien de Taybeh, des colons avaient déjà empêché les pompiers d'atteindre l'incendie qu'ils avaient allumé.

Enfin, le 24 juillet, quatre Palestiniens d'une même famille ont été tués à Tell, près de Naplouse, après l'irruption de plusieurs dizaines de colons armés, bientôt rejoints par des soldats. Deux Israéliens ayant trouvé la mort au cours des affrontements, le ministre des finances, **Bezalel Smotrich**, a déclaré que ce village « *ressembler[ait] bientôt aux camps de réfugiés de Naplouse et de Tulkarem* », en référence aux destructions massives qui y ont été perpétrées par l'armée israélienne. La nuit suivante, des colons ont incendié la mosquée voisine de Qusra.

Chaque année, au cœur de l'été, quand les diplomates occidentaux sont en congé, la souffrance des Palestiniens redouble, dans un mutisme assourdissant. Pendant les vacances, les massacres continuent. Cet été atteint des sommets, au point que même l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, **Mike Huckabee**, s'en est ému. Alors que, depuis dimanche 9 août, des colons ont installé leurs tentes dans la cour de maisons palestiniennes à Qusra, y enfermant 15 personnes – dont des enfants – privées d'eau,

d'électricité, de nourriture et de médicaments, M. **Huckabee** a dénoncé, jeudi 13 août, un « acte de terreur ».

« Safari religieux »

Le deuxième sentiment qui surgit, c'est la colère, parce que ces scènes d'une violence écoeurante sont tout sauf des dérapages isolés. Elles participent d'une stratégie de terreur désormais assumée par les colons et couverte par l'armée. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : selon l'organisation non gouvernementale israélienne **B'Tselem**, 713 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie pendant la première Intifada (1987-1993), contre 1 160 depuis le 7 octobre 2023. En moyenne, 124 Palestiniens ont été tués chaque année en Cisjordanie pendant la première Intifada, contre 390 en moyenne annuelle depuis le 7-October. Plus de trois fois plus. Notre ressenti ne nous trompe pas : nous assistons, sidérés, à un déchaînement de violence absolument inédit.

Les relais gouvernementaux des colons israéliens soufflent sur les braises, à l'image du ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, qui, depuis le 7-October, a octroyé 250 000 permis de port d'arme et acheté 10 000 fusils d'assaut destinés aux colons. Après les affrontements de Tell, ce ministre pyromane a déclaré que le village palestinien devrait « *subir le même sort que Beit Hanoun à Gaza* » – une ville entièrement vidée de sa population, puis rasée par les bombardements et les bulldozers israéliens. La bande de Gaza fait désormais figure de macabre modèle, et pour cause : 1 260 Palestiniens y ont été tués depuis le « cessez-le-feu » d'octobre 2025, soit quatre par jour en moyenne.



Un drapeau israélien planté par des colons dans une ferme de Khirbat Sara, près du village palestinien de Qaryut, en Cisjordanie, le 10 août 2026. KOBI WOLF POUR « LE MONDE »

Le lien entre la violence débridée des colons et l'objectif de nettoyage ethnique a été ouvertement dénoncé par plusieurs ex-responsables israéliens, parmi lesquels les anciens

premiers ministres **Ehoud Barak** (1999-2001) et **Ehoud Olmert** (2006-2009), ainsi que l'écrivain **David Grossman**, révélait le *Guardian*, le 24 juin : « *Le terrorisme de criminels juifs sert l'idéologie du gouvernement actuel, qui consiste à mener un nettoyage ethnique dans ces territoires (...) afin de faciliter leur future annexion.* » Le 27 juillet, l'ancien chef d'état-major **Moshe Yaalon** a accusé les ministres **Smotrich** et **Ben Gvir** d'« *encourager, de financer et d'armer les pogromistes juifs* », reprenant un terme lourdement chargé dans la mémoire juive, comme l'avait fait, en août 2024, le président israélien, **Isaac Herzog**, en dénonçant un « *pogrom* » contre les Palestiniens.

Pour certains Israéliens particulièrement croyants, ces dérives sont la négation même des valeurs juives. Le 30 juillet, **Avraham Burg**, ancien président de la Knesset et de l'Agence juive, évoquait ceux qu'il appelle des « *néo-juifs* » se livrant en Cisjordanie à un « *safari religieux* » destiné à « *faire le mal au nom de Dieu* ». Il concluait qu'Israël était devenu, par leur faute, « *la plus grande idolâtrie organisée de toute l'histoire de la foi juive* ». **Yeshayahou Leibowitz** (1903-1994), éminente figure scientifique et morale du monde universitaire israélien, directeur de l'*Encyclopaedia hebraica* entre 1956 et 1972, anticipait la catastrophe actuelle, dès avril 1968 : « *La corruption caractéristique de tout régime colonial contaminera également l'Etat d'Israël.* » Nous y sommes.

Lâcheté

Après le dégoût et la colère, c'est la honte qui nous envahit. Le mot est fort, mais il est aujourd'hui fréquemment utilisé par les Israéliens eux-mêmes. **Tamir Pardo**, ancien directeur du Mossad de 2011 à 2016, déclarait, en avril, après avoir visité des villages palestiniens attaqués : « *Ma mère a survécu à la Shoah, et ce que j'ai vu m'a rappelé ce qui est arrivé aux juifs au siècle dernier. Ce que j'ai vu m'a fait honte d'être juif.* » Cependant, il n'y a aucune raison pour que la honte repose sur les seules consciences juives et israéliennes, car c'est bien l'inaction des gouvernements occidentaux qui permet à cette violence de se déchaîner. Cette lâcheté est d'autant plus condamnable que c'est l'Occident qui a généré et paramétré le conflit israélo-palestinien, depuis la **déclaration Balfour** de 1917 jusqu'au processus d'Oslo des années 1990, en passant par le plan de partage voté à l'Organisation des Nations unies (ONU), en 1947.

Sans remonter aux origines du conflit, on doit constater qu'**Emmanuel Macron** est tout particulièrement comptable de la situation actuelle, car c'est lui qui, il y a un an, a pris la tête d'une initiative diplomatique ayant abouti à la reconnaissance de l'Etat de Palestine par plusieurs membres du G7 et du Conseil de sécurité de l'ONU. Peut-on reconnaître un Etat et laisser ses citoyens se faire assassiner ? Cette reconnaissance était-elle donc un geste sans lendemain, pour solde de tout compte ? Cet été, à quel moment a-t-on entendu l'exécutif français évoquer la situation en Israël et en Palestine ? Quand un bébé palestinien de plus est mort en Cisjordanie ? Non : quand un boycott culturel imbécile et mal ciblé – que nous avons été nombreux à dénoncer – a visé la **DJ Barbara Butch**, le 18 juillet, à Grenoble.

Pourtant, si la France définissait une ligne politique cohérente, si la conscience révoltée d'une immense majorité de Français était dignement relayée par l'action de ses représentants, il est certain que ces débordements seraient moins légitimes et, partant, moins nombreux. Quelles actions entreprendre ? A l'approche des élections législatives en Israël, fin octobre, et en Palestine, fin novembre, plusieurs leviers existent. D'abord, des sanctions crédibles pour fragiliser le gouvernement israélien. Le marché européen représente 30 % des exportations israéliennes, totalement exemptées de droits de douane

en vertu de l'accord d'association signé en 1995. Il faut que la France se joigne aux pays qui demandent la suspension du volet commercial de cet accord [*la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas, la Slovénie et la Suède*] au titre de son article 2 sur le respect des droits humains.

Il faut aussi s'adresser directement aux électeurs israéliens. Aujourd'hui, tous bénéficient d'une exemption de visa dans l'espace Schengen, y compris les soldats coupables de crimes de guerre, tandis que de plus en plus de chercheurs et de journalistes européens sont refoulés aux frontières d'Israël. Pour réveiller l'opinion publique israélienne, il faut que le coût réputationnel des exactions commises en Cisjordanie et à Gaza se transforme en contrainte effective. Dès lors, il est indispensable de suspendre l'exemption de visa pour les citoyens israéliens. Une petite frange de l'électorat du premier ministre, **Benyamin Nétanyahou**, comprendra peut-être qu'il mène son pays dans l'impasse, ce qui peut contribuer à sa chute.

Enfin, dans la perspective des élections législatives palestiniennes de novembre et de la présidentielle de début 2027, la France doit prendre la tête d'une coalition internationale pour réclamer la libération du grand favori des sondages, le leader du Fatah, **Marwan Barghouti**, détenu en Israël depuis 2002. Sans lui, ces élections seront nulles et non avenues, car vidées de toute signification. Aucune chance que cette demande soit suivie d'effet avec le gouvernement suprémaciste au pouvoir en Israël. Mais, si les Israéliens choisissent d'échapper à l'abîme en octobre, la future coalition aura à cœur de renouer avec ses partenaires européens. L'exigence d'une libération de **Marwan Barghouti** devra alors être une condition minimale pour relancer le dialogue. Le dégoût, la colère et la honte nourrissent la déploration et la défiance. Il faut de toute urgence en faire un levier d'action.

Vincent Lemire est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Est-Gustave-Eiffel. Il a dirigé le Centre de recherche français à Jérusalem de 2019 à août 2023. Dernier ouvrage paru, avec Christian Grataloup : « Atlas historique du Moyen-Orient » (Les Arènes, 2025).

Vincent Lemire (Historien)